
Les habitant·e·s de Masafer Yatta en Cisjordanie occupée sont sous la menace imminente d'un transfert forcé

Description

L'Agence Média Palestine re-publie ici ce communiqué d'Amnesty International qui alerte sur les vagues d'expulsions forcées en cours et à craindre en Cisjordanie.

Par Amnesty International, le 27 février 2025



Photo : Wisam Hashlamoun/Anadolu via Getty Images

Les habitant·e·s de Shib Al Butum, village palestinien à Masafer Yatta, sont exposés au risque imminent de transfert forcé du fait de la multiplication des attaques de colons cautionnées par Israël, ainsi que des démolitions d'habitations, des restrictions d'accès aux terres et de l'expansion illégale des colonies imputables aux autorités israéliennes, a déclaré Amnesty International le 27 février 2025.

Ce village de bergers, qui regroupe quelque 300 Palestiniens, compte parmi les 12 qui composent la région de Masafer Yatta, au sud d'Hebron, et qui subit depuis des décennies des attaques croissantes de colons soutenues par Israël et des mesures de répression de la part des autorités israéliennes. Depuis le 7 octobre 2023, la situation s'est considérablement dégradée. Faute de mesures immédiates pour amener les colons responsables de violences à rendre des comptes, mettre un terme aux démolitions de maisons et à l'expansion des colonies voisines, cette population, comme d'autres dans la région, sera déplacée de force.

« La situation à Shib Al Butum est un microcosme de ce que vivent les Palestiniens, en particulier les cultivateurs et les bédouins, dans la majeure partie de la Cisjordanie occupée. Les colons empiètent sur leurs terres, vandalisent et volent leurs biens, les harcèlent et les agressent physiquement en toute impunité, a déclaré Erika Guevara Rosas, directrice générale des recherches, du travail de plaidoyer, des politiques et des campagnes à Amnesty International.

« Par l'impact cumulé de décennies d'occupation et d'apartheid, notamment la violence, la discrimination institutionnalisée et l'expansion illégale des colonies, Israël met délibérément en place un environnement coercitif qui a pour effet de chasser les Palestiniens, comme ceux de Shib Al Butum, de leurs terres. Le transfert illégal (à savoir le déplacement forcé de civils contre leur volonté) constitue une grave violation de la Quatrième Convention de Genève et équivaut à un crime de guerre. »

« La situation à Shib Al Butum est un microcosme de ce que vivent les Palestiniens, en particulier les colons et les Bédouins, dans la majeure partie de la Cisjordanie occupée. » Erika Guevara Rosas, directrice générale des recherches, du travail de plaidoyer, des politiques et des campagnes à Amnesty International

Depuis le 7 octobre 2023, la recrudescence des violences de colons cautionnées par Israël ainsi que les mesures prises par les autorités israéliennes ont entraîné le déplacement forcé de Palestiniens dans toute la Cisjordanie. Ces mesures englobent l'application de nouveaux ordres militaires de saisie, les destructions accrues de biens palestiniens, ainsi que la participation et le soutien à des attaques de colons contre des Palestiniens ou l'incapacité à les prévenir et à les sanctionner.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a commencé à tenir des statistiques il y a 20 ans, et considère 2024 comme la pire année en matière de violences commises par des colons en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est. Entre le 7 octobre 2023 et le 31 décembre 2024, l'OCHA a recensé 1 860 cas de ce type de violences ayant conduit au déplacement de plus de 300 familles (1 762 personnes, dont 856 enfants). L'OCHA a également enregistré une augmentation du nombre d'attaques de colons en Cisjordanie, passant en moyenne de deux par jour en 2022 à quatre par jour en 2024.

Des organisations israéliennes de défense des droits humains, dont Yesh Din et Haqel, ont également documenté l'incapacité des forces de l'ordre israéliennes à protéger la population palestinienne en Cisjordanie illégalement occupée.

Amnesty International a relevé que le durcissement de l'environnement coercitif créé par Israël, notamment par le biais de la violence des colons cautionnés par Israël, a déjà conduit au transfert forcé de la communauté d'agriculteurs de Zanuta, dans les collines au sud d'Hebron. Shib Al Butum connaît aujourd'hui un sort analogue.

Les témoignages attestant d'un transfert forcé à Zanuta

En mars 2024, Amnesty International s'est rendue sur le site abandonné de Zanuta, qui comptait auparavant 250 habitants, dont 100 enfants, et a interrogé cinq personnes qui y vivaient précédemment. Elles ont déclaré que la fréquence et la violence des agressions des colons à leur encontre étaient intensifiées à la suite des attaques menées par le Hamas dans le sud d'Israël le 7 octobre 2023, ce qui les avait tous contraints à partir.

Selon leurs témoignages, à partir de 2021, des colons d'un avant-poste voisin, la ferme de Meitarim, les ont régulièrement attaqués et harcelés. Ces avant-postes sont également considérés comme illégaux par le droit israélien, ce qui n'a pas empêché les colons de construire des installations et de commencer à faire paître leurs moutons sur les terres agricoles de Zanuta, endommageant les cultures.

Après le 7 octobre 2023, selon des habitants, les attaques des colons sont montées d'un cran, devenant quasi quotidiennes, et beaucoup ont décidé de partir. À plusieurs reprises, des propriétés ont été incendiées et des eaux usées versées sur des terres agricoles.

« Les colons nous ont attaqués chez nous plus d'une fois après le 7 octobre 2023. Un jour, ils ont forcé notre porte et ont frappé nos enfants à coups de fusils. Ils ont brisé les fenêtres pendant que nous dormions », a raconté Hadeel Jabareen.

Au 22 octobre 2023, le village était entièrement déplacé. La Cour suprême israélienne a ordonné que les habitants de Zanuta soient autorisés à rentrer chez eux en juillet 2024. Après le retour de quelques familles en août 2024, les attaques de colons ont rapidement repris, les obligeant à repartir.

Les dernières familles ont quitté Zanuta le 18 octobre 2024.

« Les colons étaient armés et nous attaquaient sans cesse. Nous étions la dernière famille sur place. Tous les autres étaient partis, alors nous nous sommes résignés à faire de même, pour la sécurité de nos enfants et de notre bétail. Nous avons peur, c'était la terreur », a déclaré Adel A Tal, un ancien habitant.

Shib Al Butum : un village en danger

Amnesty International a constaté une augmentation des violences commises par des colons israéliens à l'encontre des bergers palestiniens dans les zones de pâturage autour de Shib Al Butum depuis le 7 octobre 2023, qui risque désormais de subir le même sort que Zanuta. Elle a interrogé six habitants et analysé 38 vidéos filmant des attaques.

D'après ces habitants, des colons de l'avant-poste voisin de Mitzpe Yair et de la colonie d'Avigayil les harcèlent et les attaquent presque tous les jours depuis le 7 octobre 2023. Avigayil est l'un des 10 avant-postes que le cabinet de sécurité israélien a déclaré « sécurisés » de manière rétroactive en février 2023.

Selon leurs témoignages, des colons s'approchent régulièrement des bergers : ils les menacent, tiennent des propos insultants et signalent souvent tort aux forces de l'ordre israéliennes des vols de moutons par les Palestiniens. Des faits similaires ont été signalés dans d'autres villages de la région des collines au sud de Hébron et ailleurs en Cisjordanie.

Au lieu de protéger les éleveurs palestiniens de Shib Al Butum, l'armée israélienne leur a ordonné de ne pas utiliser ces zones, les confinant dans leur village où la nourriture manque pour les troupeaux. Cette situation fait peser une lourde charge financière sur de nombreux bergers qui n'ont pas les moyens d'acheter des aliments pour leurs moutons tout au long de l'année et doivent vendre une partie de leurs bêtes, leur principale source de revenus, pour joindre les deux bouts.

Khalil Jabarin, un berger, a déclaré : « Plus personne n'ose emmener le bétail paître en dehors du village. Ils ont pris tout ce qu'ils voulaient, mais ce n'est pas encore assez ! Ils veulent que nous partions. Ils viennent et me disent que je n'ai pas de terre ici et que je devrais aller à Yatta [la ville palestinienne voisine]. »

Dâ??aprÃs les habitants, particuliÃrement depuis le dÃ©but du mois de septembre 2024, un colon de lâ??avant-poste de Mitzpe Yair pÃ©nÃtre rÃ©guliÃrement dans le village Ã toute heure du jour et de la nuit, armÃ© dâ??un fusil et vÃ©tu dâ??un uniforme militaire. Il se promÃne, prend des photos et vandalise des biens, surtout des terres et des installations agricoles. Dans des vidÃ©os filmÃ©es par les habitants, on le voit dÃ©truire des portillons et des clÃ©tures autour de leurs terres. Les villageois vivent constamment dans la peur. Dans dâ??autres vidÃ©os, authentifiÃ©es par Amnesty International, on voit des colons armÃ©s dÃ©ambuler autour du hameau ou passer Ã toute vitesse sur leurs motos pour les intimider.

Iman Jabarin, une habitante mÃre de sept enfants, a dÃ©clarÃ© : Â« Nous ne nous sentons pas en sÃ©curitÃ© chez nous. Nous ne sommes pas en sÃ©curitÃ©, ni moi, ni mes enfants, ni mon mari. Â»

Dans une vidÃ©o authentifiÃ©e par Amnesty International datant du 19 juillet 2024, un groupe de huit colons, accompagnÃ© dâ??un soldat, a attaquÃ© des membres de la famille Najjar qui Ã©taient assis devant chez eux. Selon la famille, des colons leur ont assÃ©nÃ© des coups de bÃ©ton, sans que le soldat ne sâ??interpose. Sur des images vidÃ©o, on peut voir le soldat pointer son arme sur la famille palestinienne, puis tirer en lâ??air. Deux membres de la famille, blessÃ©s, ont Ã©tÃ© hospitalisÃ©s. Câ??est le cas de Wadha Najjar, Ã©gÃ©e de 64 ans, qui a confiÃ© que face Ã lâ??impunitÃ© pour ce type dâ??agressions, ils ont perdu tout espoir dâ??obtenir justice dans le cadre du systÃme juridique israÃ©lien.

Les autoritÃ©s israÃ©liennes ont aussi dÃ©moli des logements et des biens palestiniens Ã Shib Al Butum. Le 22 novembre 2023, les forces israÃ©liennes ont dÃ©moli huit structures dans le village en raison de lâ??absence de permis de construire israÃ©liens, qui sont quasi impossibles Ã obtenir. [Selon lâ??OCHA](#), les dÃ©molitions ont causÃ© le dÃ©placement de 19 Palestiniens de Shib Al Butum, dont 11 enfants. Le 8 juillet 2024, les forces israÃ©liennes ont dÃ©moli deux logements rÃ©sidentiels en invoquant lâ??absence de permis, forÃ§ant 14 personnes Ã partir. Selon lâ??organisation israÃ©lienne Peace Now! qui surveille lâ??expansion des colonies, les autoritÃ©s israÃ©liennes chargÃ©es de lâ??urbanisme [nâ??ont pas validÃ©](#) un seul permis de construire ni aucune demande pour un usage rÃ©sidentiel dÃ©posÃ©e par des Palestiniens dans la zone C de la Cisjordanie.

Des colons au-dessus des lois

Les colons jouissent dâ??une impunitÃ© quasi-totale pour les violences quâ??ils commettent Ã lâ??encontre des Palestiniens. Selon Yesh Din, organisation israÃ©lienne de dÃ©fense des droits humains, 94 % des enquÃªtes de police sur les violences commises par des colons Ã lâ??encontre des Palestiniens en Cisjordanie entre 2005 et 2024 nâ??ont abouti Ã aucune inculpation. Ces chiffres confirment la conviction des Palestiniens que le systÃme israÃ©lien dâ??application des lois est conÃ§u pour privilÃ©gier les intÃ©rÃªts des colons Ã leur dÃ©triment.

Â« Au lieu de continuer de permettre lâ??accaparement des terres par IsraÃ©l, ce qui a des consÃ©quences dÃ©vastatrices pour les Palestiniens, les dirigeants du monde doivent faire pression sur IsraÃ©l pour quâ??il mette fin Ã lâ??occupation illÃ©gale et dÃ©mantÃle le systÃme dâ??apartheid Ã leurencontre Â» â?? Erika Guevara Rosas

Par ailleurs, lâ??inaction de la communautÃ© internationale a laissÃ© la politique israÃ©lienne dâ??implantation de colonies et la violence des colons sâ??amplifier, tout en favorisant lâ??impunitÃ©. Le 21 janvier, le prÃ©sident Donald Trump a annulÃ© toutes les sanctions amÃ©ricaines contre les colons israÃ©liens responsables de violences. Lâ??existence mÃªme des colonies israÃ©liennes dans le territoire palestinien occupÃ© (TPO) â?? quel que soit leur statut au regard du droit israÃ©lien â?? constitue une violation flagrante du droit international ; pourtant, les Ã©tats ne sont pas intervenus pour stopper leur expansion ni assurer la protection de la population occupÃ©e dans le TPO. En juillet 2024, lâ??avis consultatif de la Cour internationale de justice a dÃ©clarÃ© illÃ©gale la prÃ©sence dâ??IsraÃ©l dans le TPO et demandÃ© son dÃ©mantÃ©lement dans un dÃ©lai de 12 mois ; mais les Ã©tats se sont abstenus dâ??agir.

Ã« Lâ??impunitÃ© bien ancrÃ©e pour les violences commises par des colons et lâ??inaction de longue date de la communautÃ© internationale sâ??agissant de stopper lâ??expansion des colonies israÃ©liennes illÃ©gales ou de mettre fin Ã© lâ??occupation israÃ©lienne facilitent le transfert illÃ©gal de villageoisÂ·eÂ·s palestiniens, ce qui constitue un crime de guerre. Au lieu de continuer de permettre lâ??accaparement des terres par IsraÃ©l, ce qui a des consÃ©quences dÃ©vastatrices pour les Palestiniens, les dirigeants du monde doivent faire pression sur IsraÃ©l pour quâ??il mette fin Ã© lâ??occupation illÃ©gale et dÃ©mantÃ©le le systÃ©me dâ??apartheid Ã© leur rencontre Ã©», a dÃ©clarÃ© Erika Guevara Rosas.

Outre Shib al Butum, neuf autres villages de Masafer Yatta sont exposÃ©s Ã© un risque imminent de dÃ©placement forcÃ©, lâ??armÃ©e israÃ©lienne ayant dÃ©clarÃ© quâ??ils font partie dâ??une zone dâ??entraÃ©nement militaire. La situation de ces habitants et leur lutte pour rester sur leurs terres ancestrales sont le sujet du documentaire [No Other Land](#), rÃ©cemment nominÃ© aux Oscars.

date crÃ©Ã©e

2025/02/28